

L'Aide à la Transition: Créer un Lien entre Démobilisation et Réintégration

Zoom Sur, no 3



Le MDRP existe dans le cadre du processus de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) actuellement en cours dans la région des Grand Lacs en Afrique. Ce processus, qui a pour but de faciliter la transition de la région vers la paix, soutient la réintégration des ex-combattants dans la vie civile et leur apporte le support nécessaire pour achever une réinsertion sociale et financière effective. Le travail du partenariat MDRP se concentre sur les phases ultérieures du processus, c'est-à-dire la démobilisation et la réintégration. La première phase, le désarmement, existe hors du mandat de

la Banque Mondiale et est exécutée par des agences partenaires.

Pour les ex-combattants et leurs dépendants, la réintégration peut se montrer particulièrement difficile, la perte du statut militaire étant généralement associée à l'élimination de leur principale, ou même unique, source de revenu (formelle et informelle). Sans assistance économique immédiate, de nombreux ex-combattants seraient incapables de s'acheter un billet de bus pour retourner à la maison, des casseroles pour cuisiner, des habits, un matelas pour dormir, ou des graines pour cultiver. Même la nourriture, le logement, les frais de scolarité et les soins médicaux se montrent parfois hors de portée des ex-combattants récemment démobilisés.

phase transitoire entre démobilisation et



Un ex-combattant reçoit un filet de pêche dans son kit de transition

Zoom Sur

De façon à répondre à ces besoins, la majorité des programmes mis en place dans le cadre du MDRP ont établi des mécanismes de transition à court-terme qui offrent un soutien temporaire aux ex-combattants et répondent à leurs besoins les plus immédiats. La majorité de ces programmes durent de six à douze mois et offrent soit une aide monétaire directe ou un kit de soutien. Le contenu des kits de transition varie d'un pays à l'autre et d'un bénéficiaire à l'autre (homme, femme, enfant). Ils incluent généralement des habits (T-shirt, pantalon, sous-vêtements, chaussettes, chaussures), des ustensiles de cuisine (assiette, casserole, tasse), du matériel hygiénique (savon, brosse à dents, dentifrice, seau en plastique), des articles de maison tel qu'un matelas, une couverture, un sac, un jerrican, une bâche pour s'abriter, ainsi qu'une allocation de transport et la première tranche de leur paiement. Les femmes peuvent également recevoir des serviettes hygiéniques, des tissus, et des articles pour bébé. Dans les pays où la majorité des ex-combattants viennent du milieu rural, les kits de soutien peuvent aussi comprendre des graines et des outils agricoles de base.



Un ex-combattant reçoit un paiement de transition en cash

L'aide à la transition payée en espèce offre un supplément vital aux kits. « Le cash permet aux ex-combattants d'acheter des objets selon leurs besoins et préférences personnelles, » explique Sarah Michael, Spécialiste du Développement Social au MDRP. « Le soutien financier direct offre plus de flexibilité et de choix et peut avoir un effet positif sur l'économie locale ainsi que sur le système bancaire. » D'un point de vue technique, cette méthode offre l'avantage d'un coût administratif moins élevé et une relative facilité de distribution.

Les paiements de transition peuvent être distribués en un seul ou plusieurs versements.

« L'aide distribuée en un seul large versement permet aux bénéficiaires de faire un investissement de base adapté à leurs besoins et leur formation professionnelle tel qu'un bateau de pêche ou de l'équipement commercial, » explique Sarah Michael. Les programmes qui offrent des paiements uniques doivent néanmoins faire attention aux risques inflationnistes d'une telle méthode ainsi qu'au danger de vol pour les ex-combattants et leur famille. Le paiement d'une large somme plutôt que de plusieurs versements est aussi associé à des problèmes de mauvaise gestion et est parfois perçu par la population comme une forme de compensation pour les armes rendues.

De nombreux projets MDRP optent pour un système de plusieurs versements échelonnés sur une durée de quelques mois. D'une façon générale le premier versement est distribué aux bénéficiaires directement lors de la démobilisation ou lors de leur inscription dans les communautés de retour. Les paiements subséquents sont ensuite versés mensuellement ou de façon trimestrielle. Ce système a l'avantage de réduire l'effet inflationniste des paiements et minimiser les risques de mauvaise gestion. Dans les pays où les paiements

Zoom Sur

sont distribués via le système bancaire, cette approche permet également aux ex-combattants de se familiariser avec le système bancaire local ainsi que de renforcer les infrastructures financières nationales.



Dans la République démocratique du Congo, par exemple, les ex-combattants reçoivent un premier paiement de \$110, suivi d'un paiement mensuel de \$25 pour une période d'un an. « Le gouvernement a décidé d'offrir une assistance mensuelle de façon à prolonger la période durant laquelle les ex-combattants ont accès à une source de revenu stable, particulièrement lorsqu'ils sont intégrés dans des activités socio-économiques. » explique Roisin de Burca, Spécialiste du Développement Social à la Banque Mondiale et Responsable de Projet MDRP en RDC.

Bien que cette approche offre certains avantages, la gestion d'un tel système de distribution présente de sévères difficultés logistiques. En effet, dans des pays où les infrastructures ont été affaiblies ou même détruites par des années de guerre, les institutions bancaires sont souvent rares ou inexistantes. Lorsque le système bancaire traditionnel ne peut gérer de façon adéquate les paiements de transition, les programmes nationaux se tournent alors vers d'autres institutions telles que les bureaux de poste, des bureaux de réintégration décentralisés ou des agents de proximité.

« Il est important que les institutions sélectionnées par la commission nationale de réinsertion soient facilement accessibles aux ex-combattants aussi bien en milieu urbain que rural, » explique Sarah Michael. « Le système doit être capable de fournir l'aide d'une manière simple et transparente dans un délai convenable. Elle doit aussi être capable de garantir l'identification et le suivi des bénéficiaires de façon à minimiser les fraudes. Finalement, les points de distribution doivent être accessibles, bien sécurisés et capables de résister aux assauts de la nature. »

En République démocratique du Congo, par exemple, les difficultés logistiques associées à la distribution d'un paiement mensuel de transition à plus de 120,000 ex-combattants dans un pays de la taille de l'Europe de l'ouest, encouragea la Commission nationale pour la démobilisation et la réinsertion, CONADER, à chercher une méthode de distribution autre que le système bancaire national. En 2004, la commission décida de profiter du succès du téléphone mobile pour optimiser son réseau de distribution. Durant les cinq dernières années le nombre d'utilisateurs ayant accès à un téléphone mobile a en effet été multiplié par dix avec plus de 3,2 millions de congolais maintenant connectés à un réseau qui couvre plus de 70% du territoire. En réponse à ce succès, la compagnie sud-africaine FirstRand Banking a développé un système bancaire en ligne via téléphone mobile que CONADER peut utiliser pour payer ses ex-combattants même lorsqu'ils se trouvent à des centaines de kilomètres d'une institution bancaire.

Zoom Sur

«Celpay offre une alternative intéressante pour le paiement de l'aide à la transition dans un pays où le système bancaire est rare et souvent trop fragile pour supporter de large flux monétaires, » explique Roisin de Burca. Dans ce système, les ex-combattants reçoivent un numéro d'identification qu'ils amènent à un point de vente Celpay. Le numéro est envoyé directement à travers le réseau mobile vers une base de données centrale. Une fois l'identité de l'ex-combattant confirmée, il reçoit \$25 en cash. Le cash vient directement des recettes de la compagnie de téléphone. Le montant déboursé par la compagnie est alors facturé à la commission nationale et à ses partenaires.

Il est important de noter que tout paiement qu'il soit en liquide ou en nature requière un certain niveau de flexibilité et d'adaptabilité. Il est aussi important que l'assistance offerte aux ex-combattants soit proportionnelle au revenu moyen de la communauté de retour ainsi qu'à l'assistance reçue par les réfugiés, les personnes déplacées et les autres groupes affectés par le conflit. Au Burundi, par exemple, l'assistance moyenne à la transition est de \$600 par ex-combattant, alors qu'en Uganda elle est de \$140. De plus, alors qu'au Burundi les montants varient par grade, en Uganda la somme est versée indépendamment du niveau d'expérience du bénéficiaire.

Que l'aide vienne sous forme de cash ou de kit, l'assistance à la transition offre une assistance à court terme essentielle pour le succès du processus DDR. L'aide à la transition facilite le lien entre démobilisation et réintégration en offrant une assistance financière et matérielle immédiate aux ex-combattants. Cette aide ouvre à son tour la voie à des activités de réintégration à moyen et long terme telle que des cours de formation professionnelle, des sessions de sensibilisation, des programmes de soutien psychologique et des programmes de création d'emploi qui permettront aux ex-combattants de devenir financièrement indépendants et de s'intégrer de façon permanente dans la société.



Le long voyage de retour commence

Pour de plus amples informations sur le MDRP, veuillez visiter http://www.mdrp.org/French/index_fn.htm, ou contacter Bruno Donat, Chargé de la communication au Secrétariat MDRP à la Banque mondiale, à info@mdrp.org.